

L'inéluctable loi des 2 ans

Période	1924-1926	1936-1938	1945-1947	1956-1958	1981-1983	1997-2002*	2012-2014
Appellation	Cartel des Gauches	Front Populaire	Tripartisme	Le moment Mollet	Le 1 ^{er} Gouvernement Mauroy	Gauche Plurielle	Hollande 1 : phase social-démocrate
Contexte	Première victoire socialiste de l'Histoire de France (SFIO, républicains socialistes et radicaux-socialistes)	Alliance entre Parti Radical, SFIO et Parti Communiste	Formule de gouvernement issue des premières élections libres de 1945 : MRP (centristes), SFIO et communistes.	Nouvelle participation des socialistes au gouvernement, des législatives de 1956 à la proclamation de la V ^{ème} République.	De la victoire de François Mitterrand au tournant de la « rigueur » de mars 1983, dans la lignée du Programme Commun de la Gauche de 1972	Coalition des socialistes, communistes et Verts après leur victoire aux législatives de 1997. *Le caractère « de gauche » du gouvernement peut-être discuté dans la mesure où les mesures sociales alternent avec des décisions libérales beaucoup plus nombreuses.	Suite à la large victoire électorale du Parti Socialiste aux présidentielles et législatives 2012. Formation d'un gouvernement comprenant initialement les Verts et les Radicaux de Gauche.
Chefs de gouvernement	Edouard Herriot, Aristide Briand	Léon Blum, Camille Chautemps	Charles de Gaulle, Félix Gouin, Georges Bidault, Léon Blum, Paul Ramadier	Guy Mollet, Maurice Bourgès-Maunoury, Félix Gaillard, Pierre Pflimlin, Charles de Gaulle	Pierre Mauroy	Lionel Jospin	Jean-Marc Ayrault, Manuel Valls (1)
Mesures décidées	Transfert des cendres de Jaurès au Panthéon, amnistie des grévistes de 1920, autorisation de se syndiquer pour les fonctionnaires, gratuité du lycée.	Premiers congés payés, semaine de 40h (au lieu de 48), conventions collectives, nationalisation de la SNCF, retraites des mineurs, contrôle accru sur la Banque de France (à actionnariat privé – notamment les « 200 Familles »), premières allocations chômage, scolarité obligatoire portée à 14 ans, accroissement des dépenses d'armement face aux dangers internationaux croissants (Italie, Allemagne, Espagne)	Nationalisations du gaz, de l'électricité, d'entreprises industrielles et de la Banque de France, institution de la Sécurité sociale, vote des femmes, création de l'ENA et du statut de la fonction publique, hausse générale des salaires (de 15 à 25%), adoption d'un plan de reconstruction (plan Monnet).	3 ^{ème} semaine de congés payés, fonds national de solidarité pour les personnes âgées, signature du traité de Rome instituant la CEE.	Abolition de la peine de mort, hausse des salaires, dépénalisation de l'homosexualité, création de l'impôt sur les grandes fortunes, nationalisations d'entreprises, 5 ^{ème} semaine de congés payés, retraite à 60 ans.	Semaine de 35h, emplois-jeunes, congé paternité, couverture maladie universelle et aide médicale d'Etat, loi sur les logements sociaux (loi SRU), prime pour l'emploi, institution du Pacte Civil de Solidarité, réhabilitation des mutins de la 1 ^{ère} Guerre Mondiale	Mariage pour tous, encadrement des loyers, simplification des taux de TVA, tentative de réforme fiscale.

Période	1924-1926	1936-1938	1945-1947	1956-1958	1981-1983	1997-2002*	2012-2014
Causes de la chute	Création d'un impôt sur le capital pour taxer les énormes profits privés réalisés pendant la guerre.	Politique monétaire interventionniste pouvant mettre en cause le libre-échange prôné par les Etats anglo-saxons.	Début de la guerre froide, éviction des ministres communistes en mai 1947 à la suite de grèves.	Instabilité en Algérie et enlèvement militaire, provoquant une crise financière et monétaire.	dépenses publiques massives et dévaluations successives provoquant une fuite des capitaux et une spéculation baissière sur le franc ; risque de sortie des mécanismes de solidarité monétaires européens et d'une guerre des monnaies.	certaines mesures critiquées par les syndicats et les partis de gauche, qui la divise aux présidentielles de 2002 : privatisations massives (France Telecom, Air France, Thomson, Assurances Gan, Crédit Lyonnais) et adoption du traité d'Amsterdam, réforme universitaire LMD, lois Chevènement sur la nationalité contestées.	Défiance des investisseurs et du monde patronal face à la politique social-démocrate du gouvernement ; absence de soutien au pacte de responsabilité proposé par le gouvernement, et critique interne au gouvernement par les partisans d'une politique économique keynésienne « de la demande ».
Adversaires du gouvernement	le « Mur d'Argent », milieux d'affaires	Les « 200 familles », presse de droite et d'extrême-droite, ligues factieuses.	MRP, pression extérieure américaine.	Régime des partis provoquant une instabilité chronique des gouvernements. Partisans d'une ligne plus dure en Algérie (d'un côté ou de l'autre)	Patronat, milieux d'affaires, gouvernements conservateurs (Royaume-Uni, Allemagne, Etats-Unis...)	Etrangement, se comptent plus à gauche qu'à droite : syndicats, partis de gauche et d'extrême-gauche.	Opposition frontale des milieux d'affaires (grandes entreprises, « Pigeons » entrepreneurs, Medef) et des gouvernements conservateurs (Allemagne, Royaume-Uni, Etats-Unis) face à une politique économique régulatrice dite de la demande.
Conséquences immédiates	retour à une politique plus conservatrice, notamment en matière fiscale.	retour à la semaine de 48h.	affirmation de l'attachement de la France au bloc occidental ; arrêt des mesures sociales et des nationalisations.	Dévaluation du franc, instauration d'un nouveau régime à exécutif fort : la V ^{ème} République.	Tournant de la rigueur, abandon d'une politique économique en faveur de la consommation des ménages et passage progressif à une dérégulation massive des échanges économiques et financiers sur le modèle anglo-saxon.	Election de Jacques Chirac et retour à un gouvernement conservateur modéré à partir de 2002.	Remaniement ministériel d'août 2014 et nomination de ministres ouvertement libéraux (« socio-libéraux »), retour sur certaines mesures fraîchement votées (encadrement des loyers) et mise en place de réformes ouvertement libérales (hausse de la TVA, fin des 35h).